

ADMINISTRATION

Proposition de loi n° 177 relative à la simplification du droit

Assemblée nationale (première lecture)

Dépôt le 21 septembre 2007 par M. Jean-Luc Warsmann, M. Etienne Blanc et M. Yves Jégo

Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République - Rapporteur : M. Etienne Blanc (18 septembre 2007) - Rapport n° 244 (3 octobre 2007)

Discussion et adoption le 9 octobre 2007 - Proposition de loi n° 38

Sénat (première lecture)

Dépôt le 9 octobre 2007 - N° 20 (2007-2008)

Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale - Rapporteur : M. Bernard Saugé - Rapport n° 36 (2007-2008) (17 octobre 2007)

Discussion et adoption le 25 octobre 2007 - Proposition de loi n° 14 (2007-2008)

Assemblée nationale (deuxième lecture)

Dépôt le 25 octobre 2007 - N° 346

Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République - Rapporteur : M. Etienne Blanc - Rapport n° 419 (21 novembre 2007)

Discussion et adoption définitive le 11 décembre 2007 - Proposition de loi n° 63

Promulgation

Loi n° 2007-1787 du 20 décembre 2007 publiée au J.O. du 21 décembre 2007 (p. 20639)

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [9 octobre 2007] (p. 2616)

Présentation du rapport de la commission des lois
M. Etienne Blanc (p. 2616)

Intervention du Gouvernement
M. Eric Woerth (p. 2617)

Intervention du président de la commission des lois
M. Jean-Luc Warsmann (p. 2619)

Discussion générale

M. Yves Jégo (p. 2621); M. Bernard Derosier (p. 2621); M. François de Rugy (p. 2623); M. Rudy Salles (p. 2624); M. Georges Fenech (p. 2625); M. Lionel Tardy (p. 2626); M. Alain Joyandet (p. 2627)

Intervention du Gouvernement
M. Roger Karoutchi (p. 2628)

Discussion des articles [9 octobre 2007] (p. 2628)

Interventions du rapporteur dans la discussion des articles, amendements et sous-amendements :
M. Etienne Blanc (p. 2629 à 2634)

Interventions du Gouvernement : M. Roger Karoutchi (p. 2629 à 2635)

Chapitre préliminaire

Obligation de prononcer l'abrogation des actes réglementaires illégaux ou sans objet

Article 1er (obligation d'abroger les actes réglementaires illégaux ou sans objet) : adopté (p. 2628)

Chapitre Ier

Dispositions de simplification relatives aux particuliers

Article 2 (représentation en justice par le partenaire d'un PACS ou le concubin) : adopté après modification (p. 2629)

Intervenant : M. Roger Karoutchi (p. 2629)

Adt n° 1 de M. Etienne Blanc : adopté après modification (p. 2629)

Sous-adt n° 21 du Gouvernement : adopté (p. 2629)

Article 3 (suppression de l'obligation de justification de la passation des examens postnataux auprès des caisses d'allocations familiales) : adopté (p. 2629)

Article 4 (suppression du certificat médical prénuptial) : adopté après modification (p. 2629)

Adt n° 2 de M. Etienne Blanc : adopté (p. 2629)

Article 5 (suppression du récépissé fiscal de déclaration d'ouverture de succession par les organismes d'assurances) : adopté (p. 2629)

Réserve de l'article 6 à la demande du Gouvernement (p. 2629)

Chapitre III

Dispositions simplifiant le fonctionnement des collectivités territoriales

Article 7 (allègement des procédures relatives aux collectivités territoriales) (p. 2629) : adopté après modification (p. 2631)

Adt n° 4 de M. Etienne Blanc : adopté (p. 2629)

Adt n° 9 de M. Bernard Derosier (p. 2629)

Adt n° 15 de M. François Scellier (p. 2630)

Adt n° 10 de M. Bernard Derosier (p. 2630)

Adt n° 5 de M. Étienne Blanc : adopté après rectification (suppression du gage) (p. 2631)

Adts n°s 19 et 20 de M. François Scellier (p. 2631)

Après l'article 7

Adt n° 11 de M. Bernard Derosier (intervention des établissements publics de coopération intercommunale pour le maintien ou la création de services en milieu rural) : adopté (p. 2631)

Intervenant : M. Philippe Tourtelier (p. 2631)

Adt n° 8 rectifié de M. Philippe Gosselin (possibilité de maintien de syndicats mixtes à la carte, exerçant d'autres compétences que celles relatives au schéma de cohérence territoriale) (p. 2631) : adopté (p. 2632)

Adt n° 6 de M. Étienne Blanc (instruction des demandes d'autorisation et des déclarations d'utilisation des sols) : adopté (p. 2632)

Article 8 (simplification des conditions d'attribution du caractère de route express) : adopté après modification (p. 2632)

Adt n° 7 de M. Étienne Blanc : adopté (p. 2632)

Article 9 (possibilité pour les communes d'accorder une autorisation d'occupation ou d'utilisation de leur domaine public à titre gratuit pour des activités non commerciales) : adopté après modification (p. 2632)

Adt n° 12 de M. Bernard Derosier : adopté après rectification (p. 2632)

Article 10 (simplification des règles applicables aux avenants aux marchés publics) : adopté (p. 2632)

Chapitre IV

Dispositions relatives au fonctionnement de la justice

Article 11 (recours à la visioconférence devant les juridictions judiciaires) (p. 2632) : adopté (p. 2633)

Adt n° 13 de M. Bernard Derosier (de suppression) (p. 2632)

Article 12 (suppléance du procureur de la République de Saint-Pierre-et-Miquelon et du président du tribunal de première instance de Mata-Utu) (p. 2633) : adopté (p. 2634)

Adt n° 14 de M. Bernard Derosier (de suppression) (p. 2633)

Chapitre V

Abrogation de dispositions diverses

Article 13 (abrogation de dispositions devenues désuètes ou sans objet) : adopté (p. 2634)

Chapitre II

Dispositions simplifiant les obligations des entreprises

Article 6 (précédemment réservé) (suppression de la déclaration des rémunérations passibles de la taxe d'apprentissage - suppression de la déclaration de la participation au financement de la formation professionnelle continue pour les entreprises de moins de dix salariés) : adopté après modification (p. 2634)

Adt n° 3 de M. Étienne Blanc : adopté (p. 2634)

Article 14 (compensation financière) (p. 2634) : supprimé (p. 2635)

Intervenant : M. Roger Karoutchi (p. 2634)

Adt n° 16 du Gouvernement (de suppression) (p. 2634) : adopté (p. 2635)

Intervenant : M. Bernard Derosier (p. 2634)

Explications de vote

M. Yves Jégo (p. 2635) ; M. Bernard Derosier (p. 2635)

Vote des groupes

Groupe Nouveau Centre : pour : M. Rudy Salles (p. 2625)

Groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire : pour : M. Yves Jégo (p. 2635)

Groupe socialiste, radical, citoyen et divers gauche : abstention : M. Bernard Derosier (p. 2635)

Adoption de l'ensemble de la proposition de loi (p. 2635)

Intervention du président de la commission des lois à l'issue du vote : M. Jean-Luc Warsmann (p. 2635)

DEUXIÈME LECTURE

Avant la discussion des articles [11 décembre 2007] (p. 5160)

Intervention du Gouvernement
M. Éric Besson (p. 5160)

Présentation du rapport de la commission des lois
M. Étienne Blanc (p. 5161)

Intervention du président de la commission des lois
M. Jean-Luc Warsmann (p. 5162)

Discussion générale
M. Guy Geoffroy (p. 5162) ; M. Bernard Derosier (p. 5163) ; M. Pierre Gosnat (p. 5165) ; M. Rudy Salles (p. 5165) ; M. Éric Ciotti (p. 5166) ; M. Lionel Tardy (p. 5167)

Intervention du Gouvernement
M. Éric Besson (p. 5168)

Discussion des articles [11 décembre 2007] (p. 5168)

Interventions du rapporteur dans la discussion des articles, amendements et sous-amendements : M. Étienne Blanc (p. 5169 à 5173)

Interventions du Gouvernement dans la discussion des articles, amendements et sous-amendements : M. Éric Besson (p. 5169 à 5173)

Chapitre préliminaire

Obligation de prononcer l'abrogation des actes réglementaires illégaux ou sans objet

Article 1er (obligation d'abroger les actes réglementaires illégaux ou sans objet) : adopté (p. 5168)

Chapitre Ier

Dispositions de simplification relatives aux particuliers

Article 2 (représentation en justice par le partenaire d'un PACS ou le concubin) : adopté (p. 5168)

Article 2 bis (opposition administrative) : adopté (p. 5168)

Article 2 ter (égalité des droits des créanciers et des débiteurs d'aliments dans l'accès à l'information fiscale) : adopté (p. 5168)

Article 2 quater (amendes : recevabilité des réclamations) : adopté (p. 5168)

Article 2 quinquies (ouverture et clôture de la procédure de rétablissement personnel) : adopté (p. 5168)

Article 4 bis (acte de notoriété) (p. 5168) : adopté (p. 5170)

Intervenant : M. Bernard Derosier (p. 5170)

Adt n° 2 de M. Alain Vidalies (de suppression) (p. 5168)

Article 5 bis (mentions sur les extraits d'acte de naissance) : adopté (p. 5170)

Chapitre II

Dispositions simplifiant les obligations des entreprises

Article 6 (suppression de la déclaration des rémunérations passibles de la taxe d'apprentissage - suppression de la déclaration de la participation au financement de la formation professionnelle continue pour les entreprises de moins de dix salariés) : adopté (p. 5170)

Chapitre III

Dispositions simplifiant le fonctionnement des collectivités territoriales

Article 7 (allègement des procédures relatives aux collectivités territoriales) : adopté (p. 5170)

Après l'article 7 bis

Adt n° 1 de M. Bernard Derosier (élaboration d'un schéma de cohérence territoriale par un syndicat mixte ouvert) : rejeté (p. 5170)

Article 7 quater (délégation de signature aux agents chargés de l'instruction des demandes de permis de construire et des déclarations d'utilisation des sols) (p. 5170) : adopté (p. 5171)

Adt n° 4 de M. Bernard Derosier (p. 5170)

Article 8 (classement des routes express) : adopté (p. 5171)

Article 10 (simplification des règles applicables aux avenants aux marchés publics) : adopté (p. 5171)

Article 10 bis (simplification de l'intervention des collectivités territoriales en matière d'éclairage public) : adopté (p. 5171)

Article 10 ter (possibilité pour le conseil municipal de se réunir dans un lieu autre que la mairie) (p. 5171) : adopté (p. 5172)

Intervenant : M. Philippe Tourtelier (p. 5171)

Adt n° 7 de M. Bernard Derosier (p. 5171)

Après l'article 10 ter

Adt n° 6 de Mme Marie-Françoise Pérol-Dumont (possibilité pour les présidents des conseils généraux et des conseils régionaux de bénéficier d'une délégation générale pour ester en justice au nom de leurs collectivités) : rejeté (p. 5172)

Intervenant : M. Bernard Derosier (p. 5172)

Article 10 quater (perception de la taxe sur l'électricité par les départements) : adopté (p. 5172)

Article 10 quinquies (simplification de la réalisation de certaines opérations sur les voies publiques) : adopté (p. 5172)

Article 10 sexies (simplification de la réglementation relative aux débits de boisson à consommer sur place) : adopté (p. 5172)

Chapitre IV

Dispositions relatives au fonctionnement de la justice

Article 11 (recours à la visioconférence devant les juridictions judiciaires) (p. 5172) : adopté (p. 5173)

Intervenant : M. Bernard Derosier (p. 5172)

Adt n° 3 de M. Serge Blisko (de suppression) (p. 5172)

Article 12 bis (abrogation de l'ancien code de procédure civile) : adopté (p. 5173)

Chapitre V

Abrogation de dispositions diverses

Article 13 (abrogation de dispositions devenues désuètes ou sans objet) : adopté (p. 5173)

Chapitre VI

Habilitation du Gouvernement à procéder à l'adoption et à la rectification de la partie législative de codes

Article 14 (habilitation du Gouvernement à procéder par ordonnance, à droit constant, à l'adoption de la partie législative du code des transports) : adopté (p. 5173)

Article 15 (habilitation du Gouvernement à modifier par ordonnance, à droit constant, le code de la recherche et le code de l'éducation) : adopté (p. 5173)

Chapitre VII

Dispositions relatives à l'outre-mer

Article 16 (dispositions relatives à l'outre-mer) : adopté (p. 5173)

Adt n° 5 de M. Bernard Derosier (p. 5173)

Explications de vote et vote [11 décembre 2007] (p. 5173)

Explications de vote

M. Bernard Derosier (p. 5173) ; M. Guy Geoffroy (p. 5174)

Vote des groupes

Groupe Gauche démocrate et républicaine :
abstention : M. Pierre Gosnat (p. 5165)

Groupe Nouveau Centre : pour : M. Rudy Salles
(p. 5166)

Groupe socialiste, radical, citoyen et divers gauche :
abstention : M. Bernard Derosier (p. 5174)

Groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire :
pour : M. Guy Geoffroy (p. 5174)

Adoption définitive de l'ensemble de la proposition de loi (p. 5174)